

Le financement des petites entreprises

Microfinance and forest-based small-scale enterprises. 2005. Document FAO: Forêts

n° 146. Rome, FAO. ISBN 0258-6150.

Dans le monde entier, les communautés dépendent des forêts pour leurs moyens d'existence, tant en ce qui concerne les usages domestiques que pour obtenir des revenus, souvent par le biais de petites entreprises à gestion familiale. Il est reconnu de façon croissante que le développement durable de telles entreprises est le moyen le plus efficace de réduire la pauvreté, encore qu'il soit souvent entravé par le manque de ressources financières ou l'accès limité aux services en microfinance.

Ce livre examine les besoins de microfinance des petites entreprises forestières et les difficultés qu'elles rencontrent du fait que leurs activités sont souvent saisonnières et imprévisibles. Il analyse les problèmes auxquels elles se heurtent lorsqu'elles tentent d'obtenir des services en microfinance – notamment le manque de familiarité avec les institutions financières officielles et l'absence de capital ou de garanties permettant d'accéder aux services bancaires traditionnels – et identifie les moyens de les surmonter.

La publication considère comme petites entreprises celles dont les activités économiques sont réalisées principalement au niveau individuel ou du ménage, qui emploient normalement les membres de la famille, des parents proches ou des voisins, et dont la main-d'œuvre salariée est négligeable. Ce sont les entreprises forestières qui sont le plus susceptibles d'avoir du mal à accéder aux services en microfinance. Toutefois, la plupart des questions évoquées et des recommandations formulées pourraient s'appliquer aussi à de plus grandes entreprises qui embauchent des travailleurs.

La publication examine le rôle que différents types d'institutions de microfinance, comme les banques, les organisations non gouvernementales, les coopératives et les coopératives d'épargne et de crédit, peuvent jouer en faveur des petites entreprises et des communautés forestières. Outre le microcrédit, elle décrit une série

détaillée de services dont l'épargne, les prêts collectifs, le crédit-bail, l'assurance et les transferts d'argent.

Les points forts et faibles de différentes approches sont illustrés à travers quatre études de cas:

- un programme de développement des micro-entreprises à Parbat, District du Népal;
- la fourniture de services en microcrédit et microfinance aux concessions forestières du Département de Petén, Guatemala, par deux banques commerciales;
- les possibilités et défis de l'application de systèmes de microfinance au Soudan, par le biais d'une association de producteurs de gomme arabique dans le village de Elmirehbiba;
- les services en microfinance disponibles pour les cueilleurs de noix du Brésil dans le Département de Madre de Diós, Pérou.

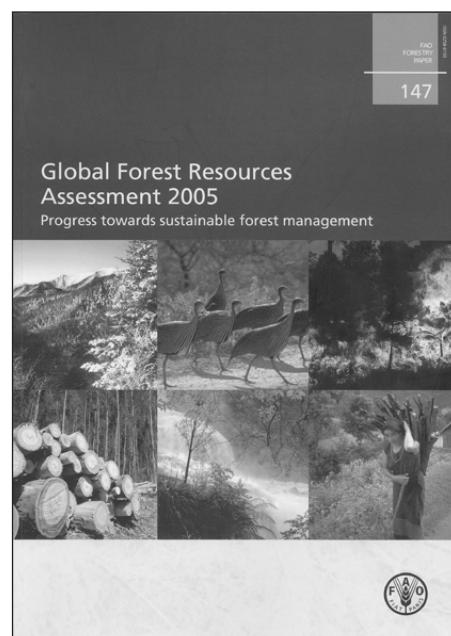
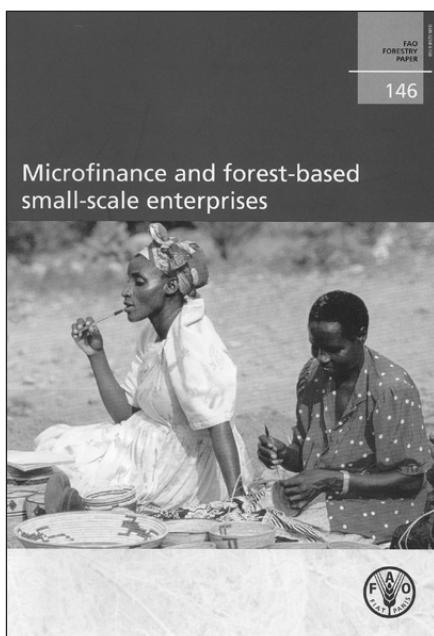
Microfinance and forest-based small-scale enterprises est un ouvrage de référence qui s'avèrera utile à tous ceux qui s'occupent de la formulation de politiques et projets de développement des communautés forestières, comme les bailleurs de fonds, les institutions gouvernementales et les directeurs de programmes et projets. Il devrait également intéresser les institutions fournissant des services financiers aux petites entreprises en zone rurale.

La publication est également disponible en ligne sur: www.fao.org/docrep/008/a0226e/a0226e00.htm

Rapport sur la dernière évaluation des ressources forestières mondiales

Évaluation des ressources forestières mondiales 2005 – Progrès vers la gestion forestière durable. 2006. Document FAO: Forêts n° 147. Rome, FAO. ISBN 92-5-105481-9.

L'humanité dépend des ressources forestières du monde pour obtenir des matières premières renouvelables et de l'énergie, conserver la diversité biologique, atténuer le changement climatique, protéger





les ressources en terres et en eau, fournir des lieux de récréation, améliorer la qualité de l'air et contribuer à réduire la pauvreté. Simultanément, les forêts sont influencées par le feu, la pollution atmosphérique, les ravageurs et les espèces envahissantes, et sont les premières cibles, dans de nombreux pays, de l'expansion agricole et urbaine.

La FAO a coordonné des évaluations des ressources forestières mondiales à des intervalles de cinq à 10 ans depuis sa fondation en 1945. L'Evaluation des ressources forestières mondiales 2005 (FRA 2005) est la plus exhaustive à ce jour, tant en ce qui concerne sa teneur que ses collaborateurs. Elle couvre non seulement la superficie forestière, mais aussi les dimensions sociales, économiques et environnementales des ressources forestières. Les données relatives à cet ouvrage ont été fournies par des correspondants nationaux – désignés par les pays – et leurs réseaux de spécialistes. La FAO a coordonné le processus et synthétisé l'information.

Cette publication – le rapport principal de l'Evaluation 2005 – analyse les résultats pour affronter la question suivante: «Des progrès ont-ils été accomplis vers une gestion forestière durable?» La réponse est un ensemble de signes positifs et négatifs. L'établissement intensif de plantations forestières et les efforts de conservation tendent à augmenter, tandis que certaines forêts primaires continuent à se dégrader et à être converties à l'agriculture à des rythmes alarmants. Le rapport souligne aussi une corrélation inquiétante entre les tendances négatives des ressources forestières et l'état des populations rurales pauvres, qui appelle un effort accru de compréhension et de prise en compte des interrelations entre l'agriculture, la foresterie et la pauvreté.

Le rapport fournit les résultats quantitatifs par pays de l'évaluation pour 1990, 2000 et 2005, donnés dans 20 tableaux mondiaux, avec des sous-totaux régionaux et sous-régionaux (présentés à l'Annexe 3). En fonction de ces statistiques nationales, six chapitres de base évaluent la situation et les tendances actuelles, ainsi que la disponibilité des informations, relativement à six thèmes propres à la gestion forestière durable: étendue des ressources forestières, diversité biologique, santé et vitalité des forêts, fonctions de production des ressources forestières, fonctions de protection des ressources forestières et fonctions socioéconomiques. Le Chapitre 8 résume les principales tendances illustrant les progrès vers la gestion forestière durable aux niveaux sous-régional, régional et mondial; un système de «feux de circulation» indique les endroits où l'optimisme est permis et ceux où l'inquiétude est justifiée.

Le Chapitre 9 présente les principales conclusions du processus de l'évaluation 2005, et notamment certaines considérations concernant les futures évaluations. Les annexes fournissent du matériel d'information et des termes et définitions, outre les statistiques nationales détaillées.

Le rapport est un ouvrage de référence essentiel pour tous ceux qui sont concernés par la situation des forêts du monde. Il est indispensable pour les participants aux négociations internationales liées à la foresterie et pour tous ceux qui s'intéressent à la contribution de la foresterie au développement durable.

Le rapport est également disponible en ligne sur: www.fao.org/docrep/008/a0400e/a0400e00.htm

Negotiation and mediation techniques for natural resource management



Guide des conflits de gestion

Negotiation and mediation techniques for natural resource management. A. Engel et B. Korf. 2005. Rome, FAO.

Les individus utilisent de maintes façons différentes les ressources naturelles comme les forêts, l'eau, les pâturages et la terre, et souhaitent les gérer de diverses manières. La connaissance de leurs différents besoins et intérêts devrait permettre de réaliser une gestion réussie, telle que chacun puisse en tirer le maximum d'avantages. Cependant, ces différences peuvent aussi mener à des situations de compétition et de conflit.

Negotiation and mediation techniques for natural resource management est un manuel qui enseigne comment régler les conflits qui peuvent compromettre ou bouleverser la gestion des ressources naturelles, interdire le développement et déclencher la violence. Il fournit des conseils pratiques et progressifs sur la façon d'établir et de gérer un processus de négociations consensuelles impliquant de multiples partenaires, et sur la manière d'intégrer ce processus dans le cadre général de la gestion collective des ressources naturelles.

Le guide a été élaboré dans le cadre du Programme de soutien aux moyens d'existence (LSP) de la FAO, qui est financé par le Département du développement international du Royaume-Uni. Il tire parti du matériel de formation, publié antérieurement par la FAO, sur la gestion des conflits relatifs aux ressources forestières communautaires, révisé en fonction des expériences de formateurs, stagiaires et coordonnateurs de programme, au bout de près de deux ans d'application sur le terrain au Ghana.

La gestion des conflits vise à:

- identifier le conflit latent et l'affronter de manière constructive (le conflit latent est expliqué dans le guide);
- empêcher le conflit existant de s'intensifier;
- utiliser le conflit pour promouvoir des changements sociaux positifs.

Le guide décrit les avantages et désavantages d'une série de sys-



tèmes de gestion des conflits (coutumiers, juridiques, autres) pour aider les praticiens à évaluer les approches les plus adaptées à une situation conflictuelle donnée. Notamment, il examine des situations de conflit où un tiers (médiateur) est invité à assister afin que les négociations consensuelles puissent se dérouler et produire des résultats positifs. Il reconnaît les dimensions culturelles et sociales inhérentes à différents types de négociation et de médiation, et permet ainsi une adaptation souple, propre à chaque situation, du processus de négociation, favorisant son application au plan mondial.

Le lecteur trouvera des suggestions et recommandations visant à:

- faciliter les négociations et les accords entre individus, groupes ou institutions qui estiment que leurs objectifs sont incompatibles;
- améliorer la compréhension qu'ont les gens de leurs propres intérêts et besoins et de ceux d'autrui;
- encourager les gens à transcender leur propre position, souvent enracinée et imputable à l'émotion.

Deux cas de négociations consensuelles réalisées avec succès au Ghana figurent en Annexe.

Le manuel s'adresse aux praticiens œuvrant dans des projets participatifs ou collectifs de gestion des ressources naturelles et de renforcement des moyens d'existence ruraux. Il servira aux vulgarisateurs, aux conseillers d'organisations gouvernementales et non gouvernementales, aux organismes s'occupant de développement et aux sociétés privées qui veulent apprendre à contribuer au processus de négociations consensuelles en faveur des populations. Il peut fournir de précieuses informations aux formateurs préparant des cours sur la gestion des conflits relatifs aux ressources naturelles ainsi qu'aux stagiaires.

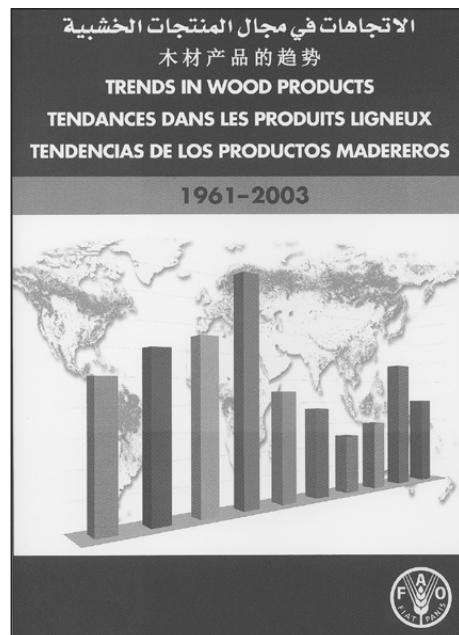
La version en ligne du manuel est disponible à l'adresse suivante: www.fao.org/docrep/008/a0032e/a0032e00.htm

Chiffres mondiaux sur les produits dérivés du bois: un aperçu graphique

Trends in wood products 1961–2003. 2005. Rome, FAO. ISBN 92-5-005377-0.

Dans de nombreux pays, la production de bois et de produits ligneux représente une précieuse source d'emploi et de revenu pour les communautés rurales et revêt une importance extrême pour les économies nationales et locales. Pendant des décennies, la FAO, en partenariat avec des institutions nationales et internationales, a publié des statistiques nationales détaillées sur les produits forestiers dans son *Annuaire des produits forestiers*. Ces statistiques exhaustives sont également disponibles en ligne grâce à FAOSTAT (faostat.fao.org). Mais l'histoire que racontent les statisticiens n'est pas toujours immédiatement apparente ou facile à extraire. Cette petite publication multilingue et facile à consulter a été produite pour fournir un aperçu graphique des principales tendances mondiales et régionales existant dans le domaine du bois et des produits qui en sont tirés.

La publication commence par présenter des cartes simples sur les ressources forestières du monde (couvert forestier et volume de bois dans les forêts). Les principales sections résument la production, le commerce et la consommation de bois d'œuvre, bois de feu, bois d'œuvre rond industriel, sciages, placages et contre-plaquage, panneaux



en bois reconstitué, pâte à papier, papier récupéré, papier et carton et tous les produits dérivés du bois (pour le bois d'œuvre et le bois de feu, seule la production est indiquée). Les illustrations comprennent des cartes mondiales de l'état actuel, des tableaux désignant les principaux pays producteurs et des graphiques montrant les tendances entre 1961 et 2003, par région et type de produit. Une dernière section sur «le secteur forestier dans l'économie» indique la contribution du secteur forestier au produit intérieur brut, la valeur ajoutée brute issue du secteur forestier, la part des produits dérivés du bois dans le commerce mondial et les mouvements interrégionaux dans le commerce des produits ligneux.

Les titres et les notes sont donnés dans cinq langues – arabe, chinois, anglais, français et espagnol. Les textes des tableaux et des figures sont en anglais, mais la traduction de tous les termes utilisés est fournie dans un glossaire multilingue à la fin du volume.

Cette publication servira à ceux qui cherchent un aperçu, accessible au premier coup d'œil, du rôle des produits dérivés du bois dans le monde et de la façon dont ce rôle a évolué. Elle sera particulièrement utile aux lecteurs en quête d'informations rapides mais voulant éviter une recherche longue et complexe.

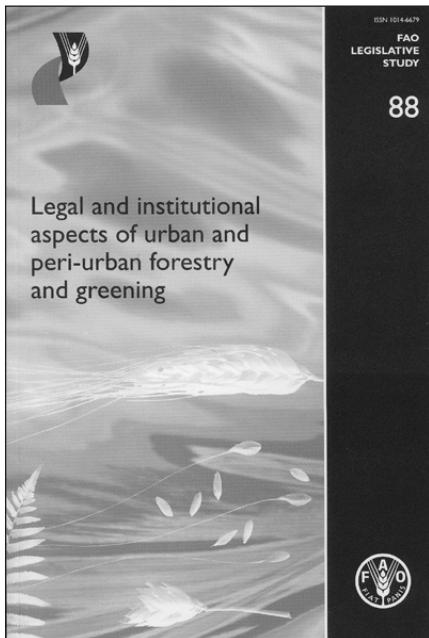
La publication est aussi disponible en ligne sur: www.fao.org/docrep/008/a0142m/a0142m00.htm

Cadre juridique et institutionnel pour le verdissement urbain

Legal and institutional aspects of urban and peri-urban forestry and greening. L. Knuth.

2005. Étude législative n° 88. Rome, FAO. ISBN 92-5-105432-0.

Plus des deux tiers de l'humanité vivront dans des villes en 2050. Les forêts et les arbres dans les espaces urbains et périurbains contribuent à assurer des produits forestiers, de la dendroénergie et de l'eau propre, à fournir des zones de loisirs et à interdire et combattre l'érosion, l'empiètement des sables, les inondations et



la pollution, aidant ainsi à améliorer les moyens d'existence et à réduire la pauvreté.

Les mesures stratégiques et juridiques prises pour promouvoir la forêt et le couvert arboré dans les environnements urbains, et les contraintes pesant sur l'utilisation de ces ressources et leur accès, diffèrent de celles des zones rurales. Cependant, d'une manière générale, la foresterie urbaine et périurbaine ne jouit que d'une attention limitée dans les programmes politiques, malgré les importants bienfaits qu'elle apporte à la société. Cette situation est encore plus grave dans les pays en développement et les pays aux économies en transition, où le développement urbain s'accompagne bien trop souvent d'une forte dégradation de l'environnement (y compris les arbres et les forêts), de l'accroissement de la pauvreté et d'insécurité alimentaire.

La FAO a produit cette publication pour aider à renforcer les capacités des responsables des politiques et des décideurs nationaux, ainsi que des institutions, de résoudre des problèmes juridiques, économiques, sociaux et environnementaux relatifs aux arbres et aux forêts en milieu urbain. Elle donne un aperçu des lois et règlements existants en matière de foresterie et de verdissement urbains et périurbains, et souligne des aspects que les organes législatifs pourraient devoir considérer à cet égard. Elle se compose de six parties, et comprend une introduction (Partie I), une conclusion (Partie VI) ainsi que des définitions courantes de la foresterie et du verdissement urbains et périurbains (Partie II).

Il n'existe à l'heure actuelle aucun cadre juridique international pour la foresterie et le verdissement urbains et périurbains. Cependant, un certain nombre d'instruments internationaux – directives non contraignantes et juridiquement contraignantes – sont applicables. Ils sont décrits dans la Partie III. La plupart de ces instruments abordent le sujet d'une façon indirecte plutôt que spécifique, en examinant certaines composantes (comme le verdissement ou les espaces ouverts) ou des concepts généraux connexes (comme l'environnement).

La Partie IV se penche sur les cadres juridiques nationaux et sous-nationaux en la matière. A de rares exceptions près, la foresterie et le verdissement urbains et périurbains ne sont pas analysés de façon exhaustive dans la législation au niveau national, mais de nombreuses lois sur la foresterie, l'environnement, la planification de l'utilisation des terres, la protection des bassins versants et la maîtrise de l'érosion s'y rapportent ou exercent un impact sur eux. Au niveau municipal, des lois particulières traitent de la question, comme celles qui exigent des permis pour l'extraction d'arbres, assurent la protection des arbres urbains, ou concernent la lutte contre les effets nocifs des arbres – comme les dommages causés par les racines aux projets de construction.

Enfin, la Partie V analyse le cadre institutionnel de la foresterie et du verdissement urbains et périurbains à l'aide d'exemples pris dans différents pays du monde, notamment le Canada, la Chine, les Philippines et l'Afrique du Sud.

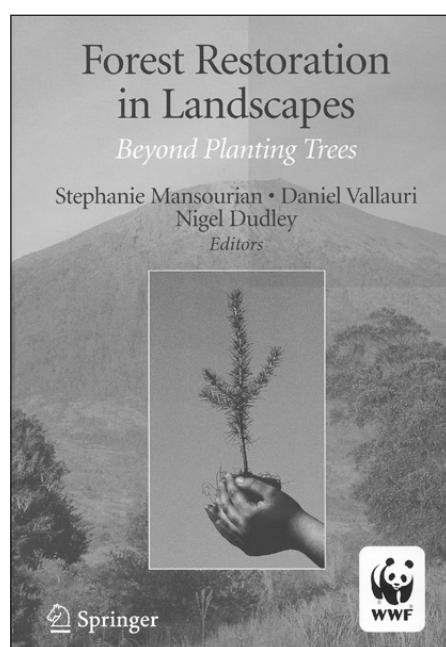
Les annexes fournissent des informations supplémentaires sur la législation en vigueur, des sites utiles et des directives pour l'étude de lois et règlements nationaux et municipaux.

En assurant une compréhension de base du cadre juridique global aux niveaux national et sous-national, cette publication servira à tous ceux qui s'intéressent à la création d'un environnement politique, juridique et institutionnel porteur pour la foresterie et le verdissement urbains et périurbains dans leur pays.

Manuel sur la restauration du paysage forestier

Forest restoration in landscapes: beyond planting trees. S. Mansourian, D. Vallauri et N. Dudley, éds. 2005. New York, Etats-Unis, Springer. ISBN 0-387-25525-7.

Dans un monde idéal, la restauration ne serait pas nécessaire. Toutefois, aujourd'hui de nombreux habitats forestiers sont tellement endommagés que leur survie à long terme et les services écologiques qu'ils procurent sont compromis. Leur restauration s'impose





d'urgence afin de soutenir les moyens d'existence des populations qui dépendent des ressources naturelles.

Pour répondre à ces défis, le Fonds mondial pour la nature (WWF), œuvrant en collaboration avec l'Union mondiale pour la nature (UICN) et d'autres partenaires, promeut une approche de restauration du paysage forestier (voir l'article p. 40 sur ce thème) dont les objectifs sont bien plus ambitieux que la simple restauration ou l'augmentation du couvert forestier. La restauration du paysage forestier rassemble les parties prenantes afin d'identifier, de négocier et d'appliquer des pratiques qui optimisent les avantages environnementaux, sociaux et économiques des forêts et des arbres, dans un modèle élargi d'utilisation des terres.

Ce manuel pratique a été élaboré pour offrir une orientation sur la manière d'intégrer la restauration des forêts à d'autres aspects de la conservation et de la mise en valeur des paysages. Il tire parti des compétences de plus de 70 auteurs utilisant une multitude d'expériences pratiques et une panoplie de connaissances techniques mondiales. Beaucoup de participants sont des universitaires de renom et/ou des praticiens de terrain. De nombreux exemples provenant du monde entier illustrent cette publication.

S'adressant aux praticiens, chercheurs et décideurs dans les domaines du développement, de la conservation et autres, l'ouvrage

vise à encourager le personnel de terrain, qui œuvre pour maîtriser les impacts de la perte et de la dégradation des forêts, à orienter la restauration des paysages forestiers vers la réalisation des objectifs de conservation.

Cet ouvrage est structuré de manière non seulement à accompagner les praticiens à travers les différents stades du processus de restauration, mais aussi à les confronter à des questions irrésolues. Les trois premières parties introduisent des éléments concernant la planification et la mise en œuvre de la restauration dans le contexte élargi du paysage. Les thèmes couverts comprennent la cartographie, la modélisation, les objectifs, la manière de surmonter les défis et les contraintes, la gestion des conflits, le financement et le suivi-évaluation des projets de restauration des forêts.

La quatrième partie du manuel fournit des conseils sur des aspects particuliers de la restauration forestière en vue d'objectifs particuliers, pour différents types de forêts et dans des circonstances ou situations diverses (suivant le type de perturbation, par exemple).

La dernière partie passe en revue certains des enseignements tirés jusqu'ici d'expériences pratiques et formule des recommandations pour les nouveaux travaux, notamment des suggestions visant à promouvoir la recherche, et pour les occasions de collaboration, et souligne les besoins de participation et d'ajustements institutionnels.